

ACTION URGENTE

UN DÉFENSEUR DE L'ENVIRONNEMENT A ÉTÉ TUÉ, D'AUTRES SONT EN DANGER
Un membre du mouvement Ríos Vivos a été tué le 2 mai ; le même jour, ce groupe avait manifesté toute la journée contre le projet hydroélectrique d'Hidroituango, dans le département d'Antioquia, en Colombie. Les membres du mouvement craignent de nouvelles représailles.

Le 2 mai, des inconnus ont tué **Hugo Albeiro George Pérez**, 47 ans, membre de l'Association pour les victimes et autres personnes affectées par les mégaprojets, qui fait partie du mouvement Ríos Vivos Antioquia. Deux hommes armés à moto lui ont tiré dessus à deux reprises alors qu'il se trouvait dans un café de Puerto Valdivia, dans le nord du département d'Antioquia. Il a succombé à ses blessures. **Domar Egidio Zapata George**, 23 ans, le neveu de Hugo George, a également été tué lors de l'attaque.

Ces événements ont eu lieu le même jour qu'une journée de manifestation organisée par Ríos Vivos. Quelque 160 personnes s'étaient rassemblées pour exprimer leurs préoccupations face au risque d'inondations et d'avalanches près de chez elles. Selon les médias, de fortes pluies ont bouché un tunnel construit dans le cadre du projet hydroélectrique Hidroituango. Cela a provoqué une montée des eaux qui, selon le mouvement Ríos Vivos, a eu un impact sur au moins 45 familles et pourrait en affecter de nombreuses autres dans les jours à venir si l'on ne remédie pas rapidement au problème.

Hugo George s'était publiquement opposé à la construction du projet hydroélectrique Hidroituango. En 2013, après que la construction d'une route reliant ce barrage à Puerto Valdivia a entravé le quotidien de paysans et leurs activités agricoles, il a commencé à réclamer une indemnisation pour les familles touchées.

Des membres du mouvement Ríos Vivos ont déclaré à Amnesty International qu'en dépit d'une présence policière, après l'homicide de Hugo George, les autorités n'ont pas restreint l'accès à la scène du crime, et que le corps de la victime a été déplacé sans que le protocole médico-légal ne soit observé. Ils ont par ailleurs dénoncé le fait que le gouverneur et la police du département d'Antioquia ont nié, lors de déclarations publiques, qu'il était un des dirigeants de ce mouvement. Les autorités régionales ont précédemment essayé de décrédibiliser le mouvement Ríos Vivos. Le ministère de l'Intérieur, qui est responsable du Plan collectif de prévention et de protection pour les membres de Ríos Vivos, aurait été en contact avec les organisateurs, mais n'a pas pris de mesures spécifiques dans le but de mettre en œuvre le plan collectif de protection.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- demandez aux autorités de mener dans les meilleurs délais une enquête approfondie et impartiale sur l'homicide d'Hugo Albeiro George Pérez, qui prenne en considération le rôle de cet homme dans l'action de défense des droits des populations affectées par le projet hydroélectrique Hidroituango, et de traduire en justice tous les responsables présumés ;
- demandez que le Plan collectif de prévention et de protection des membres du mouvement Ríos Vivos soit pleinement mis en œuvre dans les meilleurs délais ;
- demandez aux autorités de prendre des mesures immédiates afin de pouvoir surmonter les problèmes structurels sous-tendant les menaces, homicides et agressions dont sont victimes des défenseurs des droits humains en rapport avec le projet hydroélectrique Hidroituango.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 18 JUIN 2018 À :

Procureur général

Nestor Humberto Martínez
 Fiscal General de Colombia
 Diagonal 22B No. 52-01
 Bogotá, D.C., Colombie
 Courriels : contacto@fiscalia.gov.co,
denuncie@fiscalia.gov.co

Formule d'appel : *Estimado Señor Fiscal, / Monsieur le Procureur général,*

Ministre de l'Intérieur

Nancy Patricia Gutiérrez
 Ministro del Interior
 Calle 12 B No. 8 – 46
 Bogotá D.C, Colombie
 Courriels : servicioalciudadano@mininterior.gov.co

Formule d'appel : *Estimado Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,*

Copies à :

Movimiento Ríos Vivos Antioquia
 Courriels :
riosvivosantioquia@gmail.com

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UN DÉFENSEUR DE L'ENVIRONNEMENT A ÉTÉ TUÉ, D'AUTRES SONT EN DANGER

COMPLÉMENT D'INFORMATION

La construction du projet hydroélectrique Hidroituango a commencé en 2010. Le barrage se situe sur la rivière Cauca, dans le département d'Antioquia, en Colombie. Une des activités annoncées pour ce projet prévoit le « détournement provisoire de la rivière Cauca », entre autres. Selon Ríos Vivos, plus de 500 familles ont été déplacées à ce jour en raison de ce projet. Même l'évaluation de l'impact du projet commandée par Hidroituango indique que les municipalités d'Orobajo et de Barbacoas « seront complètement inondées ».

Dans le contexte des manifestations contre ce projet hydroélectrique, Ríos Vivos signale que 151 agressions ont eu lieu contre des membres de l'association, et que trois membres ont été tués. Deux autres tentatives d'homicide auraient eu lieu contre des membres de Ríos Vivos, et plus de 60 cas de menaces ont été enregistrés.

Le 20 avril 2018, 25 membres du Parlement européen ont envoyé une lettre aux autorités colombiennes afin d'exprimer leur inquiétude quant à la situation des habitants de la zone avant le remplissage imminent du barrage. Ils ont déploré que ce barrage soit situé dans une zone où sont présentes des fosses communes et d'autres restes humains ensevelis, 159 corps ayant déjà été exhumés, mais il existe une forte probabilité que de nombreux autres corps soient retrouvés sur place.

Un Plan collectif de prévention et de protection a été adopté en faveur des membres du mouvement Ríos Vivos en 2013 ; cependant, à ce jour, les autorités n'ont toujours pas procédé à la mise en œuvre du plan. Un groupe de députés suédois ont à cet effet envoyé une lettre sollicitant l'application du plan.

Selon l'organisation non gouvernementale Somos Defensores, plus de 40 défenseur-e-s des droits humains ont été tués en Colombie depuis le début de l'année.

Nom : Hugo Albeiro George Pérez (h), Domar Egidio Zapata George (h) d'autres membres du Mouvement Ríos Vivos du département d'Antioquia
Hommes et femmes